

Comment 10 ans de politiques macronistes ont fait exploser les inégalités ?

Alors que le second et dernier mandat d'Emmanuel Macron entre dans sa dernière année, un bilan d'ensemble devient possible. Avec le recul, tous les indicateurs pointent dans la même direction : 10 de macronisme ont été avant tout marqués par une explosion des inégalités.

1 - Une société plus inégalitaire que jamais

Niveau de vie

Depuis 2017, un million de personnes supplémentaires ont basculé dans la pauvreté, et vivent donc avec moins de 60 % du revenu médian chaque mois. En tout 10 millions de personnes vivent dans la pauvreté, soit 15% de la population : c'est un niveau historiquement haut. Et les conséquences s'inscrivent dans le temps long : **en France, il faut 6 générations pour sortir de la pauvreté, soit 180 années.**

En 2023, les 10 % les plus pauvres vivent en moyenne avec environ 6 700 euros par an, alors que les 10 % les plus riches disposent de 131 500 euros : **près de 20 fois plus.** Un écart qui se creuse de plus en plus au fil des années.

Patrimoine : la France est une société d'héritiers

Une part croissante du patrimoine est désormais héritée plutôt qu'acquise, ce qui contribue à reproduire les inégalités entre générations.

Les 10 % les plus riches détiennent à eux seuls 47,1 % des richesses nationales, et leur patrimoine est en moyenne 163 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres.

Depuis 2017, les 500 plus grandes fortunes françaises ont vu leur richesse plus que doubler, de 500 milliards d'euros à 1 170 milliards en quelques années. En 1996, leur fortune cumulée équivalait à 6 % de la richesse nationale. 30 ans plus tard, en 2024, c'est 42 % de la richesse nationale.

Sous Macron, la fortune des 53 milliardaires du pays a augmenté de 220 milliards d'euros : l'équivalent de 10 000 postes d'enseignants pendant 400 ans.

Appauvrissement généralisé : les retour des privations

Les conditions de vie se dégradent pour une part croissante de la population : 13,5 % de la population, soit environ **9 millions de personnes, se trouve en situation de privation matérielle et sociale**, un niveau parmi les plus élevés observés depuis plus d'une décennie. Cette dégradation se traduit concrètement par une **incapacité croissante à satisfaire des besoins essentiels** :

- ☐ En 2025, 11,4 % de la population ne peut pas chauffer correctement son logement : c'est 2 fois plus qu'en 2017
- ☐ En 2025, 11,2 % de la population ne peut pas se permettre de consommer régulièrement des protéines (viande, poisson ou équivalent) : c'est 50 % de plus qu'en 2017
- ☐ En 2025, **30 500 familles ont été expulsées de leur logement par la police.** C'est un chiffre qui a augmenté de 25 % en une année et doublé en 10 ans.

Surtout, cette précarité ne concerne plus uniquement les populations les plus marginalisées. La part des personnes en emploi confrontées à des privations a augmenté, touchant toutes les catégories sociales, y

compris les salariés. Ces privations touchent particulièrement certaines catégories : **35 % des chômeurs, 30 % des familles monoparentales**, ou encore une part importante des ouvriers et employés. Les écarts sont également très marqués entre catégories sociales : **15 % des ouvriers sont en situation de privation, contre seulement 2 % des cadres.**

Macron fait régresser le pays

La France est devenue le **troisième pays au monde qui compte le plus de millionnaires**, derrière les États-Unis et la Chine.

Entre 2014 et 2024, le coefficient de Gini (principal indicateur des inégalités de revenus), a augmenté en France alors qu'il diminuait en moyenne dans l'Union européenne.

Le constat d'un recul historique est désormais partagé largement bien au-delà des cercles critiques traditionnels. En 2025, le Financial Times, loin d'être une officine insoumise, écrivait : « La France aujourd'hui, est une démocratie sociale sous-financée croisée avec une oligarchie [...] **C'est comme si 1789 n'avait jamais eu lieu** ».

2 - Des politiques publiques qui ont organisé l'augmentation des inégalités

Cette aggravation n'a rien d'accidentel. Elle est le produit de choix politiques réfléchis. Derrière cette hausse des inégalités se dessine une dynamique : le macronisme a favorisé un **enrichissement massif des plus aisés** via un **affaiblissement volontaire des mécanismes publics de redistribution**.

La politique de l'offre : l'État se met au service du marché et des grandes fortunes

Au nom du « ruissellement » économique, la politique économique des libéraux est taillée sur mesure pour les besoins du capital :

- Suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)
- Baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 % en 2017 à 25 % aujourd'hui.
- Mise en place de la flat tax : un impôt unique à 30 % sur les revenus du capital, qui remplace la progressivité fiscale et réduit fortement la contribution des plus riches

Les grandes entreprises captent l'essentiel des 200 milliards d'aides publiques aux entreprises, **sans effet démontré sur l'investissement ou l'emploi**. Il y a bien en revanche un effet démontré sur les dividendes versés aux actionnaires : depuis 2020, il y a chaque année un nouveau record. En 2017, les entreprises du CAC 40 comptabilisaient 45 milliards d'€ de dividendes versés et d'actions rachetées (opération spéculative pour augmenter la valeur de ses actions). En 2025, c'est 107 milliards, soit plus de 2 fois plus !

Une politique anti-redistributive agressive : prendre aux pauvres pour donner aux riches

Même après les impôts et les aides sociales censés réduire ces écarts, les inégalités continuent d'augmenter... Les réformes fiscales et sociales récentes ont en réalité profondément modifié la logique du système : elles ont allégé la contribution des plus aisés tout en réduisant le soutien apporté aux plus modestes.

Pour financer ses baisses d'impôts aux multinationales et aux grandes fortunes, Macron a taillé dans les prestations sociales dont bénéficient les catégories populaires, par exemple :

- Baisse de l'APL : – 5 € dès le début de son premier mandat
- Le doublement de la franchise médicale
- Réforme de l'assurance chômage
- Réforme des retraites
- Réduction des contrats aidés

On a également assisté à la montée des impôts proportionnels, comme la TVA ou la CSG. Ces prélèvements sont appliqués à un taux fixe : cela crée mécaniquement une forme d'**injustice fiscale**, puisque ces impôts pèsent beaucoup plus lourd dans le budget des ménages modestes que dans celui des plus aisés. La CSG a augmenté de 370 % en 20 ans, la TVA de 25 %. Résultat : la TVA, qui pèse plus sur les pauvres, rapporte deux fois plus de recettes fiscales à l'État que l'impôt sur le revenu, qui lui est progressif.

□ Bilan : selon l'Insee, les réformes socio-fiscales récentes ont conduit à retirer en moyenne 300 euros aux plus modestes, tandis que 300 euros supplémentaires étaient accordés aux plus aisés...

3 - Le démantèlement des protections collectives et des services publics : un accélérateur d'inégalités

Santé et sécurité sociale : un système mis sous tension

Depuis plusieurs décennies, et de manière accélérée sous le macronisme, les services publics ont été soumis à des politiques de restriction budgétaire. Dans la santé, **près de 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés** depuis 2000, et des centaines de services d'urgence ont fermé partiellement ou totalement (DREES, Samu-Urgences de France).

Ce recul de l'offre hospitalière s'accompagne d'une dégradation de l'accès aux soins : **plusieurs millions de personnes vivent désormais dans des zones sous-dotées en médecins et professionnels de santé**, avec des délais de prise en charge croissants.

L'érosion organisée des services publics

Dans le domaine du logement, la **construction de logements sociaux a fortement reculé**, tandis que plus de 4 millions de personnes sont mal-logées.

Dans l'éducation, les moyens stagnent, tandis que les inégalités sociales de réussite se creusent : **73 % des enfants de cadres accèdent à l'enseignement supérieur, contre 41 % des enfants d'ouvriers**.

Sur le marché du travail, les réformes ont accru la précarité : hausse des contrats courts, durcissement de l'assurance chômage, développement du « mal-emploi » qui touche **plusieurs millions de personnes**.

L'affaiblissement des services publics et des protections sociales a ainsi un effet direct : il amplifie les inégalités en réduisant les mécanismes qui permettaient de les contenir.

La hausse des inégalités, la concentration du patrimoine, la fiscalité favorable aux plus riches, la dégradation des conditions de vie et l'affaiblissement des services publics participent d'un même mouvement : celui d'un transfert massif de richesses vers les catégories les plus riches . Le macronisme ne se contente pas d'accompagner les transformations économiques : il organise une recomposition de la société, au profit du capital et des catégories les plus favorisées. Ce projet repose sur un double mouvement : un État qui se retire de ses fonctions redistributives et protectrices, tout en soutenant activement les acteurs économiques les plus puissants. Dès lors, les inégalités ne sont pas une dérive du système, mais l'un de ses résultats réfléchis. En dix ans, le macronisme a profondément transformé le modèle social français en amplifiant les politiques de reproduction des inégalités : il organise désormais leur aggravation à tous les niveaux : revenus, patrimoine, conditions de vie et accès aux droits fondamentaux. Ce basculement n'a rien d'inévitable, il est la construction de choix politiques, il peut donc être déconstruit.